



## Dans les établissements scolaires, la crainte du grand froid

Le ministre de l'éducation nationale Pap Ndiaye et la présidente de la région Ile-de-France Valérie Pécresse se sont rendus mardi dans un lycée de Seine-Saint-Denis où les enseignants avaient alerté sur le froid dans les locaux. Les températures en baisse et la flambée du prix de l'énergie font craindre un hiver glacial dans les classes. Un cours donné dans le noir, à la lumière des téléphones portables, sans chauffage, au lycée Voillaume d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), le 9 décembre 2022. DOCUMENT LE MONDE

En un week-end, les photos ont fait le tour des réseaux sociaux, avant d'être reprises, lundi 12 décembre, à la télévision : les enseignants du lycée Voillaume d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) ont mis en ligne, en fin de semaine dernière, des images de leurs élèves emmitouflés dans leurs blousons dans une salle plongée dans l'obscurité, sous l'effet combiné d'une coupure de courant et d'un chauffage défaillant.

Sur d'autres photos, on peut voir des fenêtres disjointes, des traces de fuites, des sanitaires sans portes. Lundi soir, le ministre de l'éducation Pap Ndiaye a invité la présidente de la région Ile-de-France, en charge de l'entretien des lycées, à l'accompagner dans cet établissement de 1 200 élèves dès le lendemain. Sur place mardi, matin 13 décembre, il a déclaré avoir voulu se « rendre compte concrètement de la situation », après avoir été « alerté par la presse »

Tout en rappelant qu'il n'était pas en charge du « bâtimentaire », Pap Ndiaye a appelé à des réparations d'urgence « de manière que ce fameux bâtiment A puisse accueillir les élèves et les personnels dans de bonnes conditions, en attendant une rénovation de long terme, qui prendra plus de temps ».

Une situation devenue extrême

La présidente de la région, Valérie Pécresse, a rappelé qu'elle avait investi « six milliards d'euros » dans les lycées franciliens, dont plus de 50 millions au lycée Voillaume – une autre partie a été refaite – avant de fustiger la précédente mandature, « la gauche », qui lui a « laissé deux cents lycées vétustes »

La présidente de région a confirmé des travaux d'urgence pendant les vacances de Noël pour l'isolation et les sanitaires, assurant que le chauffage avait été réparé immédiatement après que l'alerte a été donnée. Le bâtiment A du lycée Voillaume, assure-t-elle, était bien prévu dans le plan de rénovation, mais celle-ci devait commencer en 2024. « J'aurais souhaité qu'on m'avertisse directement plutôt que de passer par les médias », a ajouté Valérie Pécresse.

« Je fais cours en manteau dans le gymnase et le pire, c'est qu'on s'habitue » Benoît Tosin, enseignant d'EPS

Les enseignants du lycée Voillaume, eux, assurent qu'ils ont alerté à de nombreuses reprises sur une situation devenue extrême ces derniers jours, mais qui courait depuis longtemps. « Je fais cours en manteau dans le gymnase et le pire, c'est qu'on s'habitue. Ces problèmes ne sont pas nouveaux, confirme Benoît Tosin, enseignant d'EPS désabusé. Nous en parlons à chaque conseil d'administration. Nous avons envoyé de nombreux courriers »

« Ce n'est pas seulement la question du froid. Là, il se trouve que les températures sont basses, mais en été on a trop chaud », rapporte Léo Kloecker, qui enseigne l'histoire-géographie au lycée Voillaume. « Il arrive qu'il pleuve dans le CDI, où il faisait 9 degrés l'autre jour pendant ma séance », ajoute-t-il, insistant sur le fait que les avaries logistiques ne sont pas seulement une question de financements, mais aussi de ressources humaines. Dans l'établissement, selon cet enseignant, les agents sont trop peu nombreux pour l'entretien et les petites réparations du quotidien.

Alors que les températures extérieures se rapprochent de zéro dans de nombreux départements, le cas du lycée Voillaume, bien qu'extrême, n'est pas isolé. Dans un établissement voisin, le lycée Jean-Zay d'Aulnay-sous-Bois, on se plaint également de conditions d'enseignement indignes. « Au rez-de-chaussée d'un des bâtiments, il fait 14,5 degrés dans les salles », rapporte Benoîte Bureau, enseignante en lettres qui envoie une photo du thermomètre pour confirmer ses dires. Nous avons des problèmes de fuites, de moisissures, et, comme à Voillaume, des problèmes de toilettes. » La région Ile-de-France a inscrit l'établissement dans son plan pluriannuel de rénovations des lycées, indique l'enseignante. « Depuis, on attend. »

Un « véritable ras-le-bol »





En dehors de l'Ile-de-France, au collège le Petit Versailles à la Flèche, dans la Sarthe, une vingtaine d'enseignants ont débrayé pendant une heure lundi pour protester contre les températures dans les salles de classe. « Une action symbolique pour essayer de faire bouger les choses », confie Nathalie Mauny, professeure de sciences et vie de la terre syndiquée au SNES-FSU : « Lundi matin, dans ma classe, il faisait 12 degrés. Comment voulez-vous faire cours et que les élèves se concentrent dans ces conditions ? » Un « problème récurrent » qui provoque un « véritable ras-le-bol » de la communauté éducative de cet établissement, poursuit-elle.

« Ces situations sont révélatrices de la qualité du bâti scolaire face aux enjeux climatiques, que ce soit par grand froid ou temps de canicule » Sophie Venetitay, responsable du SNES-FSU

« Nous avons été alertés par une quinzaine de sections départementales », s'inquiète pour sa part Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-UNSA. Il s'agit, dans la plupart des cas, d'écoles primaires où la température est trop fraîche, « autour de 15 ou 16 degrés, ce qui n'est pas une température acceptable pour une salle de classe ». Selon le syndicaliste, « un problème de chauffage que l'on peut rencontrer plus ou moins tous les ans se conjugue cette année avec la volonté de certaines collectivités de faire des économies sur une facture d'énergie qui flambe ». Pour Catherine Nave-Bekhti, du SGEN-CFDT, « la décision de baisser le chauffage est prise sans concertation avec les équipes, alors que ce sont les usagers du lieu qui savent comment optimiser l'énergie. Vous pouvez prendre la température dans un endroit où il fera bon alors qu'une autre salle à l'étage inférieur sera glaciale ».

« Ces situations sont révélatrices de la qualité du bâti scolaire face aux enjeux climatiques, que ce soit par grand froid ou temps de canicule », analyse Sophie Venetitay, responsable du SNES-FSU. Collectivités et Etat se renvoient la balle mais face à l'urgence, l'Etat devrait pouvoir reprendre la main. » Selon un rapport remis au gouvernement en 2020 sur la rénovation énergétique des bâtiments scolaires, 40 milliards d'euros d'investissement sont nécessaires pour réduire de 40 % des émissions leurs gaz à effet de serre d'ici 2030.

